



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

DÉCLARATION PRÉALABLE DE LA FSU 91 F3SCT DE L'ESSONNE : 15 JUIN 2023

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs les membres de la F3SCT,

Notre instance aujourd'hui est particulière à bien des égards : elle se tient après de longs mois de lutte contre la réforme des retraites qui a remis en débat nos conditions de travail ; nous nous apprêtons à y examiner des points qui nous occupent depuis bien trop longtemps et qui n'ont toujours pas trouvé d'issue ; nous nous réunissons dans le cadre d'une formation spécialisée qui, pour le moment, peine à s'installer. Le ton est-il donné ? L'année 2023 sera-t-elle marquée par un mépris croissant pour la santé des personnels de l'Éducation Nationale ? Chaque fin d'année semble toujours plus déconcertante que la précédente et porte atteinte à l'optimisme que nous nous efforçons de préserver au quotidien dans les écoles, dans les établissements, dans les services. L'ordre du jour nous propose de travailler sur des perspectives pour l'année prochaine. La FSU commence donc par vous demander que la santé, la sécurité et les conditions de travail soient, à partir de la rentrée 2023, une véritable priorité.

Ce vœu, dans le contexte social actuel, est une gageure : chacune et chacun va travailler plus longtemps, dans des conditions de plus en plus précaires. La pression démographique que connaît notre département n'est pas accompagnée de moyens humains supplémentaires suffisants et entraîne chaque année une saturation toujours plus forte des locaux et une augmentation des effectifs par classe. La crise de recrutement chez les enseignants est chaque année plus forte et fragilise un système déjà bien ébréché. Dans ce contexte, le ministre n'a pourtant aucune honte à nous sortir le Pacte. Nous ne commenterons pas ici le choix parfaitement cynique de ce nom déjà galvaudé par les multiples jeux de mots qui fusent depuis plusieurs semaines. Nous rappellerons seulement que le Pacte est d'abord le signe d'une mésentente, d'un désaccord, d'un hiatus. Si on en vient au Pacte, c'est parce que quelqu'un au départ ne remplit pas son contrat, c'est parce que quelqu'un laisse le bateau couler et qu'au lieu de vraiment réparer le bateau, quelqu'un choisit de colmater les brèches, de cacher les trous béants par lesquels on peut s'échapper. Il n'y a plus de profs devant les élèves ? Demandons à celles et ceux qui tiennent l'école avec leur énergie et leur dévouement de les remplacer ! On a trop de décrochage scolaire ? On n'a pas les moyens de créer une école vraiment inclusive ? Demandons à celles et ceux qui remplacent déjà les profs absents d'innover et de faire du suivi individualisé ! On veut détruire le lycée professionnel ? Demandons à des collègues de nous aider à appliquer une réforme indigne ! Le Pacte, c'est finalement comme le reste : comme les AESH qu'on ne peut pas recruter faute de statut et pour lesquelles on invente des dispositifs destinés à gérer la crise, comme la technologie qu'on choisit de supprimer en 6^{ème} faute de profs, comme la pression démographique qu'on choisit d'absorber par la pensée magique en poussant les murs. C'est cette logique qu'il faut casser pour que le métier reprenne du sens pour toutes et tous, c'est cette logique qu'il faut casser pour que les personnels cessent de crouler sous la tâche. Pour la rentrée 2023, la FSU vous demande de faire cesser cette humiliation institutionnalisée et de ne plus entretenir la crise de la vocation.

Les risques psycho-sociaux sont majeurs dans notre département. Les dernières réformes, les derniers décrets ont détruit en profondeur les métiers et ont cassé le service public d'éducation. La FSU ne cesse de le dénoncer. L'augmentation de la charge de travail, les multiples contraintes et missions qui s'ajoutent les unes aux autres, le manque de reconnaissance font souffrir nos

collègues. Nous sommes, en tant que représentants des personnels, alertés et confrontés à des situations de plus en plus nombreuses et préoccupantes. Lorsque la situation se dégrade, l'épuisement professionnel et la dépression surviennent et notre employeur a vite fait de se défausser en évoquant l'absence de moyens, les difficultés de recrutement, ne respectant pas ses obligations de résultats en matière de santé au travail. Notre responsabilité de représentants des personnels, nous l'assumons pleinement et collectivement à chaque fois que nous vous alertons, à chaque fois que nous portons leur parole. Et de la responsabilité de notre employeur, nous attendons et nous exigeons qu'elle soit enfin à la hauteur des attentes et des besoins des agents de notre ministère, qu'elle soit enfin à la hauteur de ses obligations légales et réglementaires. Lors du GT du 8 juin, nous avons constaté que les enseignants sont de plus en plus exposés à la réalité de la gestion d'enfants difficiles, aux comportements violents ou inadaptés. De nombreux signalements font état d'enseignants faisant face au comportement éruptif, dangereux et imprévisible d'élèves parfois ingérables. Confrontés quotidiennement à des insultes, des violences verbales et physiques, des jets d'objets et désarmés devant les crises parfois quotidiennes, ils alertent leur hiérarchie mais ne voient parfois pas d'autres solutions que l'arrêt de travail. La possibilité de déclarer un accident de service ne leur est même pas proposée alors que cet état est bien imputable au service. Dans le 2nd degré, les situations des établissements en crise sont de plus en plus préoccupantes et ne trouvent aucune issue. La FSU ne cesse de vous interpellier sur le lycée Tesla à Dourdan, sur le collège Péguy à Morsang-sur-Orge, sur le collège Zola à Igny, sur le collège Pompidou à Montgeron, et plus récemment de nouveau sur le collège Les Goussons à Gif-sur-Yvette. Quand sortirons-nous de l'impasse ? Quand prendrez-vous la mesure et la responsabilité de ces situations ? L'enquête réalisée cette année a été précédée d'une formation qui a mis en lumière un certain nombre d'outils destinés à objectiver les analyses des risques psycho-sociaux. Pour la rentrée 2023, la FSU demande à appliquer ces outils et à en construire d'autres à tous les GT, à toutes les audiences, à toutes les instances dédiées aux situations de crise dans les écoles et les établissements. Une véritable politique de prévention doit s'appuyer sur des analyses et des objectifs communs qu'il nous faut partager.

Les perspectives que nous proposons pour l'année prochaine sont certes ambitieuses, mais elles s'inscrivent dans un véritable projet d'amélioration de notre système. Parce que c'est bien le système qu'il faut modifier, pour qu'il soit en amont plus respectueux des valeurs que nous transmettons dans nos classes, plus respectueux des personnes, plus respectueux des statuts. C'est pourquoi, nous souhaitons formuler ici un dernier vœu, celui d'une véritable politique d'inclusion pour les personnels en situation de handicap. Nous avons reçu des alertes de la part d'enseignants avec une notification RQTH et dont les préconisations de la médecine de prévention ne sont pas respectées par les supérieurs hiérarchiques, ces derniers leur signifiant leur refus par une simple « nécessité de service ». Devant l'impossibilité d'exercer pleinement leur métier certains n'ont comme autre solution que de se mettre en arrêt maladie. Évidemment cela constitue une souffrance supplémentaire qui s'ajoute à leur handicap. Pourtant la réglementation imposait que les CHSCT soient alertés en cas d'impossibilité de la mise en œuvre des préconisations. Qu'en est-il à présent ? C'est en prenant soin d'abord des personnels avec des besoins spécifiques, c'est en réfléchissant à l'accessibilité bâimentaire des écoles et des établissements, c'est en valorisant les métiers de l'aide, c'est en analysant en profondeur les situations professionnelles que nous pourrions garantir à nos collègues des conditions d'emploi dignes. Il faut se donner ce temps. Nous vous demandons ce temps. Cette vigilance et cette attention seront le signe d'un service public plus respectueux. Nous en avons toutes et tous besoin.